



GARDONS LA RUE ET AMPLIFIONS LES GRÈVES, ALLONS CHERCHER LA VICTOIRE !

Le 28 mars, c'était la dixième journée de grève et de manifestations contre la réforme Macron : un peu moins de monde, moins de grévistes probablement, mais de l'avis général, la détermination des manifestants n'est pas entamée. Avec même des têtes nouvelles. Beaucoup de plus jeunes même si la participation de la jeunesse n'a pas été explosive non plus, ou pas encore, car de plus en plus d'universités et de lycées se mettent en mouvement. Et le niveau de participation reste très élevé, dans une multitude de villes du pays. La colère a encore déferlé dans la rue contre une réforme haïe, mais aussi contre un gouvernement au service des riches, contre sa politique qui est la même que celle de tous ceux qui l'ont précédé, contre le pouvoir de toute une classe d'exploiteurs. Une colère collective qui est désormais une force : oui, on peut les battre ! Oui, tout peut changer !

Panique dans les palais

Ce qui gonfle nos cœurs fait dérailler le leur. Macron avait parlé la veille à la télé, en insistant sur les « piliers républicains », la police et l'armée. Droit dans ses bottes ? Plutôt des grognements de peur. Une peur qui passe aussi sur la nuque du roi Charles, dont la visite en France est annulée pour cause de manifestations. Les banquets sous les ors de Versailles devront attendre ! Après le passage en force du 49.3, il ne reste au gouvernement que le dernier recours de la brutalité policière, aveu de faiblesse politique d'un pouvoir de plus en plus isolé. Insultes, attouchements lors de fouilles, tabassages, gazages, mutilations, arrestations visant des militants et militantes d'extrême gauche, et même des journalistes... Les blessés, parfois gravement, se multiplient. Ces techniques de violence d'État sont censées nous empêcher de nous mobiliser. Mais elles ne font qu'exciter toujours plus notre envie d'en découdre et notre révolte. Ils ne nous écoutent pas ? Eh bien, qu'ils dégagent tous !

Angoisse à tous les sommets

Monarques et présidents ne sont pas les seuls à être mal à l'aise face au débordement de colère des travailleurs et des classes populaires. Tous les amateurs d'ordre commencent à paniquer face à notre force collective et à la possibilité qu'elle s'exprime

hors des cadres préétablis. Dans un débat télévisé le 23 mars, François Ruffin et Sandrine Rousseau de la Nupes ont davantage appelé à la paix sociale qu'à la révolte, alors que Jordan Bardella du RN choisissait la carte du silence prudent pour pouvoir jouer sur tous les tableaux.

Chez les dirigeants de l'intersyndicale, le discours varie souvent ! Certes, sous l'impulsion du mouvement, ils ont appelé à une nouvelle journée de grève jeudi 6 avril. Mais d'un autre côté, pour eux, si Macron est coupable de quelque chose, c'est d'inciter à la révolte. Philippe Martinez dénonce ses « provocations ». Laurent Berger appelle à « calmer le jeu avant un drame » et à « mettre sur pause » la réforme. La réforme ou la mobilisation ? Alors que c'est le retrait total que nous voulons !

La force des travailleurs, c'est la grève !

Leurs solutions : miser sur le Conseil constitutionnel, ou bien en appeler à un référendum qui transformerait toutes nos revendications en une question fermée, dans la solitude de l'isoloir, au cours d'un processus qui durerait plus d'un an. Mais où est notre force ? Pas dans les salons des juristes, pas dans les urnes à la Saint-Glinglin ! Ce sont notre mobilisation et nos grèves, maintenant, qui font trembler le pouvoir. Le gouvernement en fait l'aveu à coup de flics et de réquisitions.

Pour déjouer ces périls, il nous faut nous organiser, discuter entre nous du mouvement, de nos revendications, de nos perspectives et de nos méthodes, nous retrouver en assemblées générales et en comités de grève, par entreprise et dans des coordinations qui les regroupent... Dans tous les cadres, formels et informels, qui peuvent nous permettre de discuter de politique, de notre lutte et de comment la prendre en main. Il faut grossir encore les manifestations, amplifier les grèves jusqu'à la grève générale.

La journée de mobilisation appelée par l'intersyndicale, jeudi 6 avril, devra être un levier pour isoler toujours plus le gouvernement, amplifier les grèves reconductibles, et pour imposer notre rythme et nos décisions à ce mouvement qui a déjà mis une énorme gifle à leur monde. Allons jusqu'à les mettre KO !

MACRON, MOTHRON ET TOUTES LEURS POLITIQUES : À LA POUBELLE !

Lundi 27 et mardi 28 mars, les éboueurs de l'établissement Azur, qui gère la collecte des déchets d'Argenteuil, Bezons, Corneilles-en-Parisis et

La Frette-sur-Seine, étaient en grève pour la première fois depuis de nombreuses années !

Dès 4 heures du matin, les grévistes étaient à l'entrée du site, accompagnés de travailleurs et de travailleuses d'autres entreprises et services publics venus les soutenir.

Les éboueurs demandent évidemment le retrait de la réforme des retraites : comment admettre que l'on puisse, jusqu'à 64 ans ou plus, embaucher à 3h40 du matin, tenir sur le camion benne, soulever les poubelles et les encombrants, respirer la poussière et les odeurs de l'incinérateur ?! Ce qui est vrai pour tout le monde du travail l'est d'autant plus pour les éboueurs : Macron et le patronat veulent que l'on crève au boulot !

Mais les revendications portent aussi sur l'embauche des précaires, car la moitié des effectifs est composée de contractuels et non de titulaires de la fonction publique territoriale, et sur les conditions de rémunération.

Alors que tous les prix augmentent, le ticket restau à 7,50 euros est bien insuffisant. Pire, les samedis qui étaient auparavant payés 1,5 fois le salaire d'une journée de semaine, sont passés à 1,33 ! Et cerise sur le gâteau, l'indemnisation des arrêts maladie est inférieure à la norme, déjà bien injuste : alors que les salariés doivent être payés entièrement pendant trois mois d'arrêt - c'est la règle des « 90 jours » -, ceux d'Azur passent en demi-traitement dès 45 jours !

Il y a de quoi rager, lorsque dans le même temps, l'incinérateur co-géré par Azur et Veolia, ramasse 100 000 euros par jour !

Voilà la politique ignoble menée par les mairies d'Argenteuil (Les Républicains) et Bezons (PS et « gauche »).

Après deux jours de grève, durant lesquels peu de camions sont sortis et aucun n'a pu accéder à l'incinérateur, les travailleurs ont repris le boulot. Mais si leur employeur ne répond pas positivement à leurs revendications, ce premier coup d'essai pourrait bien se transformer en une nouvelle grève reconductible.

Vendredi 30 mars, les éboueurs d'Azur ont participé à nombreux à la manifestation contre la réforme des retraites qui a traversé Argenteuil, en passant déposer quelques sacs poubelles devant la mairie !

Travailleurs et travailleuses de tous les secteurs : c'est ensemble qu'il faut lutter, car c'est ensemble que nous allons gagner !

LA JEUNESSE EST DANS LA LUTTE !

Lundi 27 mars, près d'une centaine d'étudiants et étudiantes de l'université de Cergy-Pontoise ont voté la grève et le blocage partiel pour le lendemain, une première depuis le mouvement contre le contrat première embauche... en 2006 !

Le même jour, et dans les jours suivants et précédents, les élèves des lycées Pissarro de Pontoise, Georges-Sand de Domont, la Tourelle à Sarcelles, Evariste Gallois à Beaumont-sur-Oise ou encore Edmond Rostand de Saint-Ouen-l'Aumône, se sont également mobilisés.

Vendredi 31, 200 lycéens et lycéennes d'Edmond Rostand ont ainsi manifesté devant leur lycée. Toute la matinée, ce sont plusieurs dizaines d'élèves qui sont restés à l'entrée de l'établissement en lançant des slogans et en prenant la parole pour discuter de la situation politique, dans une ambiance déterminée mais aussi festive. Les tentatives de coups de pression de la direction n'ont pas fonctionné !

Dans ce contexte d'entrée de la jeunesse dans la lutte, le gouvernement s'est empressé d'annoncer quelques mesurette en faveur des jeunes, espérant sans doute éteindre le feu de la mobilisation.

La ministre de l'Enseignement supérieur, Sylvie Retailleau, a annoncé mercredi 29 mars une revalorisation du montant des bourses étudiantes à hauteur de plus de 500 millions d'euros. De son côté, l'Élysée a annoncé renoncer à rendre obligatoire le Service national universel (SNU) pour tous les jeunes.

Bon débarras pour ce service d'embrigadement dont personne ne voulait... mais pas sûr que cela suffira à faire rentrer les jeunes dans le rang !

DES MANIFESTATIONS CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES DANS LE VAL-D'OISE ? IL Y EN A AUSSI !

Ce vendredi 31 mars était organisée, par la CGT, au départ du lycée Saint Saens de Deuil-la-Barre, une manifestation contre la retraite à 64 ans.

Le cortège était unitaire avec, en plus, la participation de plusieurs militants et militantes de Solidaires, de FO et même de la CFDT, ainsi que la présence de la section locale du PCF, avec des jeunes, leurs parents et les territoriaux de la ville. Le cortège était enjoué et fort de plus de 200 participants et participantes.

Il a même gonflé une fois arrivé deux heures plus tard à Enghien, une ville cosue du département guère habituée aux manifestations syndicales. Mieux, les habitants et habitants des bâtiments situés sur son parcours sortaient et l'applaudissaient, une preuve supplémentaire que la situation tant sociale que politique est profonde !